

# C'est pas les injonctions qui vont nous faire plier ! Grève générale illimitée !

Québec / avril 2012

La lutte étudiante québécoise qui vise à faire annuler la hausse des frais de scolarité a pris une tournure nettement plus radicale, alors qu'étudiantes, étudiants et professeurs ont désobéi à des injonctions niant les décisions démocratiques des assemblées étudiantes et forçant des retours en classe. Si le retrait de la hausse des frais de scolarité demeure l'enjeu principal du conflit, la stratégie libérale de judiciariser le conflit et de laisser pourrir la situation a eu pour effet de galvaniser la population étudiante et de scandaliser la majorité des acteurs de la scène universitaire. La lutte contre les injonctions a pour but de s'assurer que le principal moyen d'action étudiant, la grève qui leur donne un rapport de force, reste utilisable. Contrevenir aux injonctions est donc devenu une question de vie ou de mort pour le mouvement étudiant.

## Les premières injonctions

C'est au cégep d'Alma et à l'université Laval que les premières injonctions ont été accordées. Elles étaient demandées par des étudiants opposés à la grève, souvent très proches des jeunesses libérales, et ont été émises par des juges ayant déjà été membres actifs du parti, comme la plupart des injonctions qui suivront.

Si le cégep d'Alma a été perturbé par des actions directes pendant deux jours, la grève fut finalement brisée et l'assemblée générale vota la fin de la grève une semaine après l'émission de l'injonction. Ce relatif succès pour les scabs, doublé d'un mot d'ordre du ministère de l'éducation visant à forcer le retour en classe par tous les moyens, allait cependant s'avérer être de courte durée.

Jeudi le 12 avril, alors que plusieurs centaines de militantes et de militants ferment le cégep de Valleyfield de force, mais dans la bonne humeur, un juge émet une injonction, à la demande du recteur Guy Breton, pour interdire toute forme de perturbation des activités d'enseignement sur le campus de l'université de Montréal. La réaction des grévistes est immédiate, et une manifestation s'organise sur le champ. Près d'un millier de personnes en

furie, scandant des slogans tels que « *c'est pas une injonction qui va nous faire plier, grève générale illimitée* », et « *Guy Breton, démission* » pénètrent dans le pavillon Roger-Gaudry et cherchent à en découdre avec le recteur, sous les yeux médusés des agents de sécurité complètement débordés. Sous l'emprise d'une grande colère, alors que depuis deux mois ils essuient mépris et ignorance autant que coups de matraques et poivre de cayenne, les étudiant-es défoncent à coup de bélier la porte menant à l'auditorium, lancent des balles de peinture et brisent du matériel informatique.

Le lendemain, le recteur augmente la répression d'un degré, et engage des agents de sécurité dotés d'armes à feu pour assurer la sécurité dans les murs de l'université, une triste première au Québec. Plusieurs incidents d'intimidation envers des étudiantes, des professeurs et même un directeur de département suscitent une indignation de plus en plus grande dans le corps professoral et la communauté universitaire.

Le lundi et le mardi suivant, alors que quelques départements défient la directive du recteur de donner les cours à tout prix en prononçant la levée des cours pour la durée de la grève, le

syndicat des professeurs fait une sortie publique fracassante dénonçant vertement le climat intolérable de répression dans les murs de l'université. Le matin du mercredi 18 avril, devant la levée de bouclier suscitée par ces mesures, le recteur recule, et suspend la directive de donner les cours coûte que coûte. Une première victoire contre les injonctions, après celle de Valleyfield.

## **UQO la rouge**

C'est en Outaouais que la lutte se poursuivra dans une semaine extrêmement mouvementée. Une injonction demandant la reprise immédiate des cours par tous les moyens, et interdisant toute manifestation sur le campus sera immédiatement défiée par des centaines d'étudiantes et d'étudiants en colère lundi le 16 avril. Elles et ils occupent l'université du Québec en Outaouais, forçant l'annulation des cours pour la journée en dressant des barricades à l'intérieur, alors que la direction demande à la cour de lever l'injonction, ce qui est refusé.

Le lendemain, le même manège recommence mais l'anti-émeute est appelée en renfort. Au moment où commence l'intervention policière, coup de théâtre. Les professeurs de l'UQO s'interposent et déclarent ne pas pouvoir assister à l'arrestation et au matraquage de leurs étudiantes et étudiants sans rien faire. L'arrestation d'un professeur provoque, comme à l'université de Montréal, une levée de boucliers dans la communauté universitaire, et quand le recteur annonce que 20 des 30 cours ont été donnés, le syndicat des professeurs dément formellement, indiquant plutôt que seuls deux cours ont pu être donnés.

La tension est très vive le mercredi, alors que 200 personnes manifestant pacifiquement sont encerclés et retenus pendant plus de 8 heures pour avoir bloqué la circulation et reçoivent des constats d'infraction de 444\$. Débordée, la sûreté municipale de Gatineau fait alors appel à la SQ, mais malgré ces renforts, quelques échauffourées ont lieu dans le pavillon Breault,

à proximité du lieu de l'encerclement.

Le jeudi, plus de 500 étudiantes et étudiants de Gatineau sont rejoints par quelque 250 personnes en provenance de Montréal, de Longueuil et de Valleyfield, de Drummondville et de Mont-Laurier qui viennent explicitement pour faire fermer l'UQO. La journée commence par une manifestation qui se dirige rapidement vers le pavillon Taché, où plusieurs policiers sont en poste. Suite à des altercations entre policiers et manifestants, ceux-ci réussissent à s'introduire un court moment dans l'université, ce qui provoque la fermeture immédiate du pavillon. Confrontée aux escouades anti-émeute de la SQ et de la police de Gatineau, la manifestation se déplace et se dirige vers le deuxième pavillon de l'université pour le faire fermer. Aux portes de celui-ci, des policiers municipaux poivreront généreusement les jeunes, alors que l'anti-émeute attaque et matraque.

La manifestation quitte alors les lieux pour se diriger vers le bureau du député libéral de Gatineau, mais est refoulée par la police dans les rues avoisinantes. Les travailleurs et les travailleuses croisés en chemin acclament la foule et lèvent le poing en signe d'appui, les chauffeurs de camions klaxonnent, les résidents sortent sur leurs balcons pour applaudir, et des employées de magasin saluent la manifestation au passage en scandant « police partout, justice nulle part ».

Après un jeu de chat et de souris, la manifestation revient au pavillon Breault et tente de nouveau de forcer l'accès, alors que l'administration verrouille les portes, enfermant ainsi les scabs à l'intérieur. Une nouvelle bousculade initiée par la police mène à une blessure grave à la tête pour une personne, et la manifestation se transporte de l'autre côté du bâtiment, où plus de 150 personnes s'engouffrent dans une porte ouverte menant à la cafétéria.

Vers 13h30, la direction décide de fermer l'UQO pour la journée, et les étudiantes et

étudiants qui étaient venus assister à leurs cours sortent, escortés par la SQ, sous les insultes d'une foule qui les traite de scabs. Les occupantes et les occupants de la cafétéria refusent de quitter, et sont protégés de l'encercllement policier par une manifestation d'appui qui confronte pacifiquement la ligne d'anti-émeute. Finalement, la SQ réussit à prendre possession du terrain, et les occupantes et occupants, qui donnent un cours improvisé sur le genre d'éducation qu'ils souhaitent, sont encerclés et mis en état d'arrestation. Durant l'encercllement, la police de Gatineau fait un usage immodéré de la force, notamment en matraquant des aîné-es s'étant interposés-es entre eux et une jeune femme voulant aller aux toilettes.

Plus tard dans la journée, alors que les autobus de l'extérieur repartent et que les manifestantes et manifestants restants forment une vigile devant le poste de police pour accueillir les arrêtés à leur sortie de prison, le recteur de l'UQO annonce la suspension des cours pour le lendemain. Plus tard, il suspendra les cours pour le reste de la durée de l'injonction, concédant une victoire totale aux grévistes.

## **Les conséquences pour le mouvement étudiant**

Les batailles de l'université de Montréal et de l'Outaouais auront deux conséquences majeures pour le mouvement étudiant. La première est que les forces militantes ont été tétanisées par la provocation et l'insulte anti-démocratique que représentent les injonctions. Forcés de se battre pour la survie même du mouvement et pour faire reconnaître la légitimité des décisions prises dans leurs assemblées générales démocratiques, les étudiantes et les étudiants ont répondu à l'appel par plus de courage, plus de militantisme, plus de radicalisme. Si depuis le début du conflit, les professeurs apportent un soutien très important au mouvement, l'attitude courageuse et exemplaire des professeurs de l'UQO, qui ont accepté de se faire arrêter pour protéger leurs étudiants et étudiantes, a

contribué fortement à positionner la communauté universitaire contre les injonctions et pour le respect de la démocratie étudiante.

Deuxième conséquence de ces victoires, quelques direction de cégep et d'université ont annoncé leur couleur et choisi de ne pas respecter les ordonnances du tribunal si celles-ci mettent en danger le climat paisible de l'établissement. C'est le cas notamment à l'université de Sherbrooke, qui a annoncé vendredi avoir suspendu tous les cours des facultés en grève tant que les assemblées générales la reconduiront. Ce faisant, l'université préfère s'exposer aux amendes de 50 000\$ découlant d'un outrage au tribunal que de mettre l'université sens dessus-dessous.

Les professeurs aussi ont annoncé leurs couleurs, dans une action symbolique, où ils ont demandé à la police de Montréal de les arrêter sur le champ. Un professeur présent, interpellant les policiers, a déclaré à cette occasion: « *Nous allons désobéir. Ce qui s'est passé à l'UQO, ça va se passer au cégep du Vieux-Montréal, ça va se passer à l'UQAM dans les prochains jours, ça va se passer au cégep de Maisonneuve. Vous allez venir nous chercher dans nos bureaux ?* »

En s'attaquant directement au droit de grève des étudiantes et des étudiants, les anti-grèves, souvent proche des jeunes libéraux, ont l'appui tacite d'un gouvernement qui n'a jusqu'ici pu qu'opposer violence et mépris aux revendications étudiantes. La réponse du mouvement étudiant a su jusqu'à maintenant être à la hauteur du défi posé, et le soutien des professeurs, des syndicats et des travailleuses et travailleurs dans la lutte a été un élément important de cette riposte.

